

Organisateur de l'activité

- **Nom**
Consulat général de France à Shanghai
- **Prénom**
Attachée de Presse
- **Raison sociale**
Consulat général de France à Shanghai

Informations pratiques

- **Intitulé de l'activité**
Consultations citoyennes sur l'Europe
- **Description de l'activité**
Langue de travail : français
Participants : élèves de première français et allemands, enseignants français et allemands, diplomates des consulats généraux de France et d'Allemagne
Un modérateur, un rapporteur, un assesseur
Déroulé :
10h Accueil par les diplomates, bref rappel sur les consultations citoyennes en France, en Allemagne et en Europe.
10h10-10h40 Présentation par le groupe de travail franco-allemand des lycées de Shanghai des propositions élaborées ensemble pour l'Europe.
10h40-11h10 Échange sur ces propositions avec les diplomates, élèves et professeurs français et allemands.
11h10 -11h30 Synthèse par le rapporteur
11h30- 12h Moment de convivialité
- **Date et heure**
24 mai 2018 de 10h à 12h
- **Lieu**
Consulat général de France à Shanghai, Salle Montigny

- **Nombre de participants**
40
- **Catégories de publics présents**
Élèves, professeurs, diplomates
- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**
non pertinent
- **Thèmes évoqués**
voir les 14 propositions ci-dessous

Synthèse de l'activité

- **Pistes de proposition formulées**
Groupe de travail franco-allemand des lycées de Shanghai

Lycée français de Shanghai et Deutsche Schule Shanghai

Proposition 1

Une application pour les séjours linguistiques et culturels dans l'UE

Notre projet consiste à créer une application sur téléphone mobile qui permettrait aux jeunes lycéens et collégiens (12-18 ans) de l'Union Européenne de trouver des correspondants au sein de l'Union, de faciliter les échanges et les séjours linguistiques au sein de l'Union.

Grâce à cette application les lycéens et collégiens pourraient trouver gratuitement un correspondant dans un pays de l'Union de leur choix. Sur cette plateforme ils pourraient échanger sur leur quotidien en partageant des vidéos, des photos, des sons ou du texte. Nous pensons que ce serait une bonne façon de créer du lien entre les jeunes de l'Union. Si elles en ont la possibilité les familles des deux correspondants pourraient accueillir gratuitement et à tour de rôles les jeunes durant une période allant de 5 à 10 jours.

Cette application permettrait également aux jeunes lycéens et collégiens de trouver dans un pays de l'UE une famille qui l'accueillerait bénévolement pendant une période de 15 jours en échange de petits services (baby-sitting, aide aux tâches ménagères).

Chaque année, les jeunes pourraient choisir un pays différent de l'année précédente pour favoriser leur découverte de l'Europe, de ses langues et cultures. 200 élèves seraient admis par pays. Ils devraient se qualifier en déposant une candidature sur

l'application.

Le transport des jeunes vers leur pays d'accueil sera gratuit soit en bus, soit en train. Les transports en commun locaux seraient également gratuits pour les jeunes collégiens et lycéens participant à ce programme.

Proposition 2

Harmoniser le tri sélectif des déchets domestiques dans les pays de l'Union

L'environnement nous semble un des piliers essentiels pour construire une Europe durable et établir une gestion harmonisée de nos déchets domestiques dans l'Union. Notre projet consiste à harmoniser les normes et les méthodes de tri et de recyclage des déchets domestiques en Europe.

Nous considérons que le système de recyclage actuel est trop complexe, car trop variable d'un pays à un autre de l'Union. L'environnement ne connaît pas de frontières. Il est temps de bâtir une Europe où nous aurions une gestion commune de nos déchets. Il serait tout d'abord possible d'adopter une gamme de poubelles et de couleurs communes à tous les pays de l'Europe. Nous proposons d'adopter la gamme de poubelle suivante : une poubelle marron uniquement pour les déchets organiques biodégradables, une poubelle jaune pour les emballages cartons et plastiques, une poubelle argent pour les cannettes et autres emballages en aluminium, une poubelle bleue claire pour les bouteilles en plastique, enfin une poubelle verte pour le verre.

En partant de ce principe et pour faciliter le quotidien des citoyens de l'Union, chaque objet posséderait un signe de couleur visible correspondant à celle de la poubelle à laquelle il est destiné. Le recyclage des objets serait donc plus facile et s'améliorerait. De plus, les objectifs de recyclage des déchets domestiques de l'UE sont actuellement de 80 % pour 2020. Actuellement on estime que l'Union a seulement atteint le chiffre de 45 %. En accédant à une démarche de triage plus facile nous dépasserions sûrement les objectifs. Les usines de recyclages devraient être aussi multipliées afin d'être en mesure de traiter le volume de déchets ménagers triés par les citoyens.

Proposition 3

Améliorer la qualité de vie des grandes villes de l'Union Européenne en limitant la circulation des voitures en milieu urbain

Notre projet consiste à maintenir et améliorer la qualité de notre environnement dans les villes d'Europe et à mener des actions d'éducation auprès des populations européennes.

La plupart des métropoles européennes sont aujourd'hui touchées par la saturation de leurs réseaux de transports routiers et doivent régulièrement faire face à des pics de pollution toujours plus importants.

Nous pensons que l'Union Européenne pourrait adopter une politique commune en la matière et mettre en place des normes qui limitent le nombre de véhicules, leur taille et leur consommation dans les grandes capitales européennes. Limiter le nombre de véhicules automobiles permettrait d'améliorer la circulation dans les villes ainsi que la qualité de l'air. Seuls les services publics (police, pompiers, services municipaux) les

taxis, les livreurs, les transporteurs et les artisans seraient autorisés à circuler en ville.

Les personnes privées garaient leur véhicule en périphérie des villes dans des parkings prévus à cet effet et se déplaceraient ensuite en utilisant les transports en commun dont les coûts seraient bas. Nous proposons également de limiter le nombre d'automobiles à seul un véhicule par famille résidant dans les grandes capitales européennes.

Comme première étape symbolique, nous proposons d'instaurer une journée par semaine sans voiture dans l'ensemble des capitales de l'Union Européenne, le dimanche par exemple, afin que les citoyens puissent se réapproprier leur ville et en profiter durant ce jour de repos hebdomadaire. Ce serait l'occasion de sensibiliser les populations des villes européennes à l'usage des transports en commun et aux autres formes de mobilités urbaines (vélo, métro, bus, marche).

Proposition 4

Un institut de recherche médical pour l'Union Européenne

L'Europe est une union de forts contrastes, entre autres dans le domaine médical. Pour faire face à ce problème nous proposons d'introduire notre projet : L'Institut Médical de Recherches Européen.

L'Institut consisterait à réunir des chercheurs dans le domaine médical de toute l'Union Européenne ayant pour but le partage de connaissances médicales et des moyens de recherche. Le but recherché est l'amélioration générale de la santé des citoyens de l'Union Européenne.

Pour mettre en place l'Institut nous proposons que chaque pays de l'Union Européenne désigne des chercheurs représentant leur pays dans un domaine de recherche spécifique et dont ils sont leaders (lutte contre le cancer ou le sida par exemple). Ceux-ci travailleraient en collaboration avec leurs instituts nationaux. Ces représentants se réuniraient à un rythme régulier de deux fois par an au siège de l'Institut à Bruxelles, capitale symbolique de l'Union Européenne. Durant ce séminaire qui durerait quatre jours les représentants participeraient à une mise en commun des dernières innovations en matière de recherche médicale. Le but de l'institut serait également de donner des objectifs communs aux instituts de recherche médicaux des pays de l'Union. Chaque gouvernement des pays de l'Union participera à la mise en place et au financement de cet institut.

Par la suite on peut imaginer que les instituts de recherche médicaux des pays de l'Union mettent progressivement en commun leurs moyens et constituent des équipes de recherche commune. Cette mise en commun des moyens humains et financiers des instituts des différents pays de l'Union permettrait à l'Europe de faire face à la concurrence mondiale.

Proposition 5

Des compétitions sportives pour les jeunes de l'Union Européenne (l'Europe par le sport)

Dans les lycées français d'Asie, nous avons des compétitions appelées « coupe d'Asie ». Il y en a une pour environ chaque discipline sportive proposée. C'est grâce à cette expérience que nous avons pensé à proposer pour les écoles primaires, les collèges et

les lycées des 27 pays de l'Union un projet sportif similaire qui soit intégré aux programmes scolaires.

Notre projet consiste à l'organisation d'une compétition annuelle de football. Chaque pays mettra en compétition les meilleures écoles de chaque niveau (primaire, collège, lycée). Elles se retrouveront avec les meilleures écoles des autres pays de l'Union. Les meilleurs élèves des différents pays d'Europe iront donc représenter les couleurs de leurs pays. Cela suppose donc l'organisation de tournois au niveau régional afin de sélectionner les meilleures équipes. On peut penser qu'une équipe sera sélectionnée par région et par niveau (primaire, collège, lycée).

Le but de cette compétition est de favoriser les rencontres entre les élèves de différents pays, de partager leurs différentes cultures. C'est pourquoi les élèves pourront être logés dans des familles d'accueils du pays organisateur afin de rendre ce type de compétition plus accessible financièrement.

Cette compétition peut contribuer à créer des liens entre les jeunes des différents pays de l'Union. Les élèves européens auront grâce à cette compétition découvrir les langues et les cultures des pays de l'Union. Si l'organisation de cette compétition fonctionne bien, elle pourrait être étendue à d'autres sports que le football.

Proposition 6

Mettre en place un concours académique commun en Europe

Nous proposons de mettre en place un concours académique (lettres, langues, musique, arts plastiques, mathématiques) commun dans l'Union Européenne. Désormais, le nombre de lycéens ayant la volonté d'étudier à l'étranger croît. Le fait de mettre en place un concours et un classement commun offrira plus d'opportunité à ces étudiants.

Le modèle de ce concours peut s'appuyer sur le système du concours général déjà existant en France. Deux types de concours s'organiseront : un concours général des lycées et un concours général des métiers. Il récompensera chaque année les meilleurs candidats dans les différentes matières. Les classements seront publiés et les meilleurs seront pris en compte par toutes les institutions européennes d'éducation supérieure.

Les candidats pourront s'inscrire à ce concours sur proposition de leur établissement scolaire. Les informations plus détaillées seront accessibles sur le site, les corrections des concours des années précédents inclus. Les participants pourront également consulter leur classement avec leur code de candidature. Après délibération des jurys seuls les 5000 meilleurs candidats recevront un certificat et une bourse d'éducation pour l'enseignement supérieur. De plus, le concours sera gratuit pour tous.

Le concours se présenterait sous forme d'un examen écrit et oral. Il aurait lieu chaque année dans un pays différent de l'UE. Les sujets seraient traduits dans les langues officielles des différents pays de l'UE pour rendre l'examen le plus juste possible. Enfin, le concours ne comprendrait pas de sélection ou d'examen blanc. Les candidats participeraient directement à l'examen officiel, le résultat obtenu serait le résultat final.

Les élèves se qualifiant devraient pouvoir obtenir de véritables opportunités dans le supérieur.

Proposition 7

Des bus pour l'Union Européenne : développer les liens des citoyens en Europe par la culture et la cuisine

Pour augmenter les liens entre les citoyens européens d'un point de vue culturel, nous proposons la mise en place d'un bus aux couleurs de l'Union Européenne qui serait à la fois un restaurant et un centre culturel. Chaque pays de l'Union serait doté de l'un de ces bus qui sillonneraient les espaces urbains et ruraux pour aller à la rencontre des citoyennes et des citoyens.

Chaque bus offrirait du point de vue culinaire une large sélection de plats traditionnels en provenance de tous les pays européens, ainsi que des cours de cuisine afin de s'initier aux traditions culinaires des pays de l'Union. D'autre part, les personnes venant déguster des plats ou prendre des cours de cuisine auraient également accès à un centre d'information sur l'Europe et son fonctionnement. Un petit film sur l'histoire de la construction européenne serait également présenté aux visiteurs.

Le bus se déplacerait à intervalles réguliers (par exemple toutes les semaines) d'une ville à une autre. Chaque week-end le bus participerait à l'organisation d'un événement culturel dans sa ville de résidence (musique, théâtre de rue, « street food ») en partenariat avec les associations locales. A la date de chaque fête nationale des pays de l'Union, le bus prendrait comme thème le pays et sa culture.

Proposition 8

Une sécurité sociale pour l'UE

La santé est un thème important dans l'Union Européenne. Elle est présente quotidiennement dans notre vie.

Nous proposons d'uniformiser les systèmes de sécurité sociale à l'échelle de l'Union Européenne afin d'assurer aux citoyens de l'UE les mêmes droits du point de vue de la maladie, la vieillesse et le chômage.

Partant de l'exemple de la France et de l'Allemagne, nous avons constaté les énormes différences qui existent en termes de sécurité sociale. Notre objectif est de proposer une réforme qui permettrait de rendre chaque citoyen de l'UE égal face aux besoins de santé avec un système public performant.

La première étape consiste à uniformiser les différentes sécurités sociales des différents pays de l'UE, c'est-à-dire les rendre égaux et identiques.

L'unification passerait également par la création d'une caisse commune à laquelle chaque citoyen et employeur européen cotiseraient. La sécurité sociale devrait également développer une coopération avec les laboratoires de recherche européen (élaboration de traitement) et l'éducation (prévention) dans le domaine de la santé. L'idée d'une sécurité sociale commune semble être utopique. Toutefois, l'idée est d'unir et de rendre égal l'accès au soin dans tous les pays de l'UE. L'éducation et la recherche sont des moyens pour y parvenir.

Proposition 9

Faciliter les demandes d'asile et se montrer plus solidaire dans la répartition et

l'accueil des migrants.

Constat : Qu'est-ce que l'Accord de Dublin ?

L'accord de Dublin est un règlement appliqué dans l'Union Européenne (UE). Le règlement de Dublin III est la troisième modification de cet accord. Il est mis en place depuis janvier 2014. Il traite du cas des étrangers qui formulent une demande d'asile dans un pays qui n'est pas le pays de leur arrivée dans l'UE.

Cet accord stipule qu'un migrant enregistré dans un pays appartenant à l'UE doit obligatoirement y faire sa demande d'asile. Ainsi les migrants sont forcés d'effectuer leur demande d'asile dans le pays d'arrivée. S'ils se trouvent sur le mauvais territoire, ils peuvent se faire renvoyer. On dit qu'ils sont « dublinables ». Après 6 mois en dehors de ce pays, ils ne peuvent plus se faire rapatrier, « dubliner ». Ce règlement fait face à de nombreuses critiques. Tout d'abord, les migrants qui rejoignent l'Europe ne souhaitent pas rester dans le pays d'arrivée (Italie, Grèce) mais visent plutôt des pays où les perspectives économiques sont plus favorables (Allemagne, Suède, Royaume Uni). Le problème que pose cet accord concerne les pays d'arrivée qui se voient confier la charge de l'accueil et de la prise en charge des réfugiés qui ont été « dublinés ». Certaines fois, même lorsque les migrants sont « dublinables », leur demande d'asile peut être acceptée.

Il y a deux solutions : soit le pays ne tient pas compte de l'accord de Dublin et accepte directement qu'il reste sur le territoire soit le pays attend 6 mois pour l'accepter officiellement.

Propositions :

Premièrement, il faudrait supprimer le « dublinage » et accepter les demandes d'asile peu importe le pays d'arrivée pour faciliter les procédures et éviter que les migrants restent dans un territoire qu'ils souhaitent quitter.

Deuxièmement, il faut mettre en place des quotas, en prenant en compte le PIB et l'IDH des pays de l'Union Européenne. Ainsi, des « seuils » pourraient être définis. La priorité serait donnée aux réfugiés de guerre. La charge des réfugiés dépendrait alors de la solidarité européenne. De plus, toujours pour partager la responsabilité des pays, le taux de chômage par pays devrait lui aussi être pris en compte. Les pays ayant un taux de chômage élevé en accueilleront moins pour ne pas créer de tensions au sein de la population.

Troisièmement : afin de faciliter leur insertion, les migrants pourraient avoir accès à des aides financières comme des aides au logement, la CMU, ou encore le RSA. Mais cette aide serait « conditionnée » par un engagement citoyen. Enfin, il serait possible de les accueillir chez les habitants en accordant aux familles d'accueil une compensation financière ou baisse d'impôts.

Quatrièmement, la création de « communautés de services » à l'échelle de l'UE et réservées aux étudiants de 16 à 25 ans. Ils s'engageraient à donner du temps à la communauté afin d'aider les migrants à travers une activité bénévole au sein des associations (cours d'alphabétisation, d'informatique, démarches administratives, etc.). En contrepartie, cet engagement serait valorisé dans leur bulletin scolaire, dossier prioritaire dans certaines grandes écoles, etc.)

Pour terminer, des tensions existent déjà dans les pays d'accueil, comme le nombre important de SDF ou la paupérisation des classes moyennes. Ainsi, il faudrait réfléchir à communiquer avec pédagogie afin d'éviter les tensions sociales et la xénophobie. En effet, la France s'est engagée à accueillir 24 000 migrants sur son territoire. Or certains reprochent à l'État que les migrants soient mieux encadrés que les SDF (25

euros par personne et par jour).

Proposition 10

Le plan Marshall pour la Méditerranée

Constat : La crise migratoire est une des plus importantes crises du 21^{ème} siècle. Nous vous proposons une alternative à ce problème : construire un ensemble euro-méditerranéen solide.

Pourquoi en matière d'immigration, certaines solutions envisagées par l'UE demeurent limitées ?

Prenons l'exemple de l'accord signé entre l'Union Européenne et la Libye. Il s'agit d'un accord signé à Malte le 3 février 2017, par les 28 pays de l'UE : l'Europe s'est engagée à fournir des fonds, et de l'aide aux garde-côtes libyens, en échange ceux-ci interceptent les migrants qui tentent de quitter le continent africain. Cet accord a permis une chute brutale du nombre de migrants et réfugiés arrivant sur le littoral italien entre 2016 et 2017 soit une chute de 32 %. Néanmoins, il pose des problèmes moraux et il est éloigné des valeurs humanistes portées par l'UE. Dans son article publié dans *The Irish Times*, le 21 septembre 2017, Patrick Smyth parle de « résultat obtenu au prix de la corruption morale de l'Union Européenne ». En outre, les camps de réfugiés présents en Libye présentent des conditions de vie épouvantables. Cela ne peut qu'accroître l'incompréhension et la violence.

Certes, il est difficile d'intervenir directement en Libye, à cause de sa situation politique instable mais cet accord ne règle rien.

Propositions :

Nous proposons la création d'une aide financière similaire au plan Marshall après la seconde guerre mondiale pourrait constituer une bonne solution.

Ce plan financier pour le développement de cette région se ferait dans le cadre de l'union pour la Méditerranée (UPM), paralysée depuis 2010 par les révoltes arabes, l'évolution du conflit israélo-palestinien et le terrorisme.

Un plan financier qui serait aussi profitable à l'UE. En effet, la mondialisation s'accompagne souvent de la constitution d'ensembles régionaux, comme l'UE associant des pays développés à la recherche de marchés et de bas coûts de production et des pays en développement à la recherche d'investissements et de technologie. Ainsi les investissements européens pourraient se multiplier de l'autre côté de la Méditerranée.

Prenons l'exemple d'une entreprise française comme Renault. Présente en Turquie depuis les années 1960 puis au Maroc (à Casablanca), Renault a engagé ces dernières années des investissements dans la région de Tanger au Nord du pays. De son côté, le Maroc ambitionne de devenir un constructeur automobile majeur sur la rive Sud. Et cette rencontre des stratégies peut sans doute contribuer à construire un ensemble euro-méditerranéen, à condition de faire respecter les intérêts nationaux des 2 côtés de la rive (maîtriser les délocalisations, ne pas trop profiter des avantages fiscaux, etc.)

Proposition 11

Valoriser les régions les moins peuplées d'Europe: les migrants, de nouveaux pionniers ?

Valoriser les régions les moins peuplées de l'Europe, notamment celles de l'Europe du Nord, ou des territoires en marge comme les zones montagneuses et le rural « profond

» dont les densités sont inférieures à 10 hab au km².

En effet, alors que l'Europe compte en moyenne 73 habitants au km², la Finlande ne compte que 16 hab/km², la Suède 22, l'Estonie 29 et la Lettonie 30.

En supposant que la densité de population de ces régions soit augmentée pour n'être qu'à la moitié de la moyenne Européenne (37), on pourrait y installer 64 millions de migrants qui se répartiraient ainsi : Suède 6 millions, Estonie 0.3 millions, Lettonie 0.5 millions, etc.

Par ailleurs, afin que les immigrants puissent s'installer, le gouvernement leur allouerait des terres dédiées à la construction de villes nouvelles et organiserait la planification urbaine. Tels des pionniers, les nouveaux habitants construiraient les villes avec l'aide de financements et d'assistance technique des gouvernements locaux.

Afin d'assurer la subsistance de ces nouvelles communautés, une partie des terres arables (notamment dans le centre de la France) serait réservée à l'agriculture et l'élevage, activités qui emploieraient une partie de la nouvelle communauté.

Les communautés de Scandinavie s'adonneraient aux activités maritimes : pêche, récolte de sel et d'algues, ... Des marques déposées seraient créées afin de commercialiser leurs produits. Par ailleurs, une activité de tourisme (éco-tourisme, reconstruction de villages modelés sur les communautés d'origine de ces populations...) serait développée, créant des emplois dans l'hôtellerie, la restauration, guides et gestion des parcs...).

En France, par exemple, dans les régions les moins peuplées (la « diagonale du vide »), cela permettrait de donner une nouvelle dynamique aux territoires qui se désertifient.

Proposition 12

Tournée européenne de l'été

Permettre à la nouvelle génération européenne de découvrir leur continent, de dialoguer et d'échanger entre nationalités. Afin de construire une culture commune, le projet envisagera d'élargir ses horizons, d'améliorer et d'encourager les compétences linguistiques, à moindre coût.

Chaque année, au début de l'été, un tour d'Europe est organisé. Chaque matin, dans les grandes villes/capitales des pays, partent des "trains rouges", seulement réservés aux étudiants (18 à 25 ans). Les prix seront réduits pour tous les étudiants. Chaque train suivra son "tour de l'Europe" en reliant les villes les plus touristiques et attractives des pays membres de l'UE.

Chaque semaine, un pays doit organiser des événements dans sa capitale. Un grand festival où seuls des artistes de la nationalité du pays pourront participer. Il se tiendra dans le pays en fin de semaine. La semaine, des circuits (tour/guides/bus) seront réservés pour les étudiants dans la ville. Enfin, la nuit, des grands espaces verts pourront être dédiés aux étudiants, afin qu'ils y installent leurs tentes. Chaque semaine, le festival se déplacera et changera de nationalité. On découvrira la culture des autres, à travers des stands et des activités. Entre deux festivals, les étudiants pourront voyager dans le pays, à leur gré et visiter les villes entre deux capitales.

Résultats : Investissement dans le tourisme / Développement d'une culture commune

Proposition 13
Fashion EU

OBJECTIFS :

- Présenter et partager les valeurs, traditions et cultures des différents pays de l'UE, par le biais de l'incontournable art de la couture et du stylisme ;
- Construire et renforcer une culture commune et échanger des techniques et connaissances du milieu de la mode au travers d'une compétition ludique et glamour ;
- Encourager la création et les arts ainsi que la solidarité avec l'ajout de stands, d'ateliers et de projets caritatifs (dons, œuvres, ...).

PRINCIPES :

- Une compétition de mode, qui a lieu en Europe. Le meilleur styliste de chaque pays représentera son pays lors de la compétition internationale. Il réalisera 3 collections (homme, femme et enfant) transmettant et illustrant les traditions de sa culture nationale. Le pays qui remporte le concours organisera le défilé l'année suivante et recevra un prix ;
- Les défilés se déroulent pendant plusieurs semaines, dans des lieux emblématiques de la ville ou du pays. Il sera accessible à tous ; des stands et des ateliers seront mis en place aux alentours des défilés. A la fin de la compétition, un don considérable sera offert à une association choisie par le gagnant ;
- Le jury composé des plus grands stylistes internationaux prendra part au vote pour 70 % et 30 % pour les spectateurs.

QUAND :

La compétition ne se déroulera pas à la même saison chaque année, afin de varier les collections (printemps, été, automne et hiver). Ce sera un bon test pour les stylistes.

Proposition 14
Projet Festival Historique Hibernatus

Présentation :

Pendant une semaine, une ville ou un village européen remonte dans le temps de l'histoire et ses habitants revivent alors à l'époque en partageant la culture et les traditions locales. Durant cette semaine, les habitants et le personnel du festival doivent s'habiller en tenues de l'époque. Les visiteurs et les touristes seront invités à suivre cette même règle. Tous les moyens de transport modernes seront interdits au sein de la ville ; ils seront remplacés par de transport d'époque. Exemples de thèmes / époque : révolution industrielle / révolution française / renaissance / époque médiévale / Grèce antique / Vikings / Première ou Seconde Guerre mondiale / Gaulois / Louis XIV

Programme : Danse folklorique / Cuisine traditionnelle / Musique (instruments et chants d'époque) / Ateliers (cuisine, art, langues...) / Costume / Cours d'histoire et guides touristiques / Exposition des arts de l'époque / Spectacles : pièces de théâtre, opéra et cirque / Des acteurs qui jouent des scènes du quotidien dans les lieux publics / Dîner et banquet / Marché des produits locaux ou traditionnels

Pourquoi ce projet ?

- Développer l'économie locale en soutenant les petits commerces
- Faire connaître les petites et moyennes villes
- Augmenter le taux du tourisme d'une région
- Création d'emploi
- Partage de la culture / rencontre
- Divertissements culturels et historiques

- **Questions / attentes / problèmes soulevés**

Ce sont des propositions pleinement européennes, jeunes par leur dynamisme et par leur générosité, mais elles sont aussi pleinement mondialisées, d'une globalité assumée qui ne correspond peut-être pas exactement à la manière dont l'Europe pourrait être perçue par les mêmes générations sur le vieux continent. Bien évidemment, le mode de questionnement, des plus techniques (proposition 1 très technologique, proposition 8 pour une sécurité sociale à l'échelle de l'Union européenne, proposition 10 qui ravive le projet d'un Union pour la Méditerranée comme une réponse au problème des migrations économiques) aux plus enlevées et inspirées (proposition 7 des bus pour la culture et le patrimoine immatériel, proposition 14 qui s'attaque à l'emploi local par la culture et par l'histoire), reflètent toutes une autre caractéristique de leurs auteurs, temporelle celle-ci et non plus spatiale ou géographique. Ce sont des contributions de jeunes gens, les plus légitimes sans doute à décrire, avec des yeux qui sont encore ceux d'un enfant, l'Europe qui sera celle dans laquelle s'inscrira leur vie de citoyens adultes, leur Europe, dont, à la manière des jeunes britanniques qui ne voulaient pas d'une sortie de l'Union, ils ne veulent pas être dépossédés. Avec leurs différences, ces jeunes gens, il faut le noter, donnent à leurs aînés une leçon de confiance dans l'idée européenne qui force le respect.

Ces différences sont précieuses, elles font partie du sujet.

En effet ces propositions semblent avoir été en partie construites à partir d'emprunts à un contexte local: dans la presque totalité de ces textes on sent une préoccupation liée au terrain chinois: la langue (préoccupation quotidienne en pays étranger), l'environnement (le tri universel est préconisé en proposition 2 pour qu'enfin naisse une Europe des déchets, alors que l'on sait dans quelle pollution la Chine se débat; la lutte contre le tout-automobile en proposition 3) et la santé (la protection de la santé, pour être exact, propositions 4, 8). La question des migrants, par exemple, revient 3 fois (propositions 9, 10, 11) et on peut penser qu'elle est intimement liée au fait que les auteurs de ces propositions vivent eux aussi une forme de migration: elles et ils sont immigrés (quoique, sans doute, situés d'un certain côté positif et vivable de la mondialisation) et consciemment ou non, des projections sont faites qui donnent lieu à quelques-unes des propositions les plus généreuses et humanistes qui soient. Voilà donc des analyses convergentes de ce que peut et doit proposer l'Europe de demain, analyses symptomatiques d'interrogations, de préoccupations et de priorités qui peut-être pourraient surprendre certains citoyens de l'UE vivant sur le sol européen.

Ce travail, qu'il faut saluer pour sa qualité d'ensemble, est aussi marqué par la fraîcheur et l'audace de ceux qui n'ont pas été formatés par des décennies de

prévenance, de préjugés et de tabous intériorisés. Ainsi la proposition 6 se situe-t-elle déjà, au fond, au-delà de notre présent: faire d'un processus de sélection le dernier mot de l'accès à une forme d'éducation supérieure, c'est dépasser sans même avoir à s'en justifier la critique de la formation des élites et la méritocratie. Le contexte d'énonciation a pu produire la réflexion et la proposition: la consultation porte entre autres déterminants, et c'est bien normal, la marque distinctive d'un lycée où l'excellence est la règle, et le mérite une vertu.

Cette identité complexe qui transparaît dans l'ensemble des contributions se marque tout autant dans les propositions qu'on y trouve, que dans celles qui n'y sont pas. Aucun groupe n'a, par exemple, souhaité aborder la question de la sécurité ou celle de la réponse européenne au terrorisme, alors que l'on peut penser que ces perspectives seront dominantes dans le bilan global qui sera fait de ces consultations citoyennes. De même la question de la gouvernance de l'Europe n'est pas posée, pas plus que celle de la démocratie dans les institutions européennes, comme si ces préoccupations, très présentes dans la presse où elles apparaissent cruciales, n'étaient au fond, pour les individus consultés ici, qu'un obstacle inessentiel qui trouvera, avec le temps de l'acculturation européenne, ses solutions. L'optimisme européen est ici total: l'Union européenne est toujours envisagée comme une entité perfectible mais incontournable. Personne, enfin, n'a envisagé que l'Union européenne puisse tout simplement disparaître: son existence et toute la symbolique de la construction européenne forment ici un noyau et un principe d'action qui ne sont ni critiqués, ni, peut-être, critiquables.

Un des points les plus marquants des textes réunis pourrait être leur penchant pour un abord utopique sans complexes de questions au demeurant profondes et difficiles. L'Europe par le sport ou par la fête (propositions 5, 12 et 13), illustrée à travers l'image d'un festival de musique en Hongrie qui résiste au repli sur soi que subit actuellement ce pays, est une forme douce de cette utopie, celle qui incite à penser que la clé de l'intégration européenne sera fonction du bonheur et de la culture de l'irénisme qu'elle saura générer. On peut en rêver. L'idée d'une sécurité sociale européenne est une version moyenne de cette utopie: même si les auteurs de cette proposition technique (proposition 8) doivent savoir que la convergence économique doit précéder la justice sociale bien distribuée entre les membres de l'Union, cela ne les arrête pas. La proposition 11 quant à elle introduit une dimension radicale dans l'utopie: déplacer les populations du plus dense vers le moins dense, des jungles urbaines vers les déserts démographiques, afin de retrouver l'esprit pionnier qui permettrait de résoudre l'ensemble des maux socio-économiques dont l'Europe souffre. Une telle proposition, le déplacement des populations sous la pression d'indicateurs économiques purs, peut faire froid dans le dos. Elle participe néanmoins de ce trait d'union, l'utopie et l'imagination, qui anime les réflexions consignées dans les textes. Quoi de plus normal: si, entre 15 et 17 ans, on a déjà renoncé à ses rêves, c'est que l'on a déjà un peu renoncé à soi. Or ce qui transparaît finalement de la lecture de ces propositions, c'est la confiance que tous les rédacteurs placent dans une Europe qui permettrait à chacun l'affirmation de soi.

- **Pistes de proposition formulées**
Voir synthèse et propositions plus haut

Facultatif

- **Commentaires sur le déroulé de la Consultation**
[Not answered]